

De la politique

Nous autres, qui ne vivons pas de la politique, sommes périodiquement appelés à désigner ceux qui seront en charge des affaires communes et surtout du commun comme affaire : d'eux nous attendons qu'ils assurent notre bien sous les espèces de la plus grande prospérité possible, de la concorde intérieure et de la sécurité extérieure – le tout dans l'*a priori* d'une certaine idée de la justice.

De quoi s'agit-il ?

L'ennui, *en quoi consiste que la politique soit la politique*, c'est que personne n'a la même¹. Et personne n'est disposé à faire que son idée de la justice corresponde à celle des autres, voire soit simplement compatible avec elle, *puisque'en elle il s'agit de ses valeurs, c'est-à-dire pour lui de la légitimité qu'il soit le sujet qu'il se trouve être*. Car chacun, en politique, se réclame « de maximes éthiques. Mais celles-ci s'opposent en un antagonisme éternel qu'il est absolument impossible de surmonter avec les moyens d'une morale qui se fonde purement sur elle-même. »²

Qu'est-ce que cela signifie qu'en nos *légitimités de vivre* (car c'est cela, les « valeurs » de chacun), il aille d'un « antagonisme éternel qu'il est absolument impossible de surmonter avec les moyens d'une morale qui se fonde purement sur elle-même » ? Qu'on peut le surmonter autrement ? Il serait assurément politique de le proclamer. Sauf que toute position qu'on adopterait, disons simplement pratique et utilitariste, ne pourrait l'être qu'à ne pas contredire les valeurs particulières de qui l'adopterait ! Se résignerait-on, pour rester dans le vocabulaire de Max Weber, à une « éthique de responsabilité » quand on est plutôt du côté d'une « éthique de conviction », que cela supposerait encore des valeurs dont la définition est d'être ultimes *et donc non négociables* – la possibilité subjective d'abandonner cette éthique-ci pour cette éthique-là *étant elle-même une conviction*³.

Ainsi découvre-t-on d'emblée que la question de la politique est de *négocier ce qui s'entend expressément de ne pas être négociable* et de le faire dans l'idée, impossible à nier bien qu'il soit évidemment politique de le faire en poussant les hauts cris, que *l'existence de ceux dont les valeurs ne sont pas compatibles avec les nôtres* (et de proche en proche, c'est tout le monde...) *n'est tout simplement pas légitime, puisqu'elle se confond inévitablement avec l'illégitimité de la nôtre*.

Par où l'on comprend deux choses : 1) que *le déni de ce qui cause la politique à être la politique* est la constitution originelle *du* politique, et 2) qu'en toute politique *il s'agit implicitement d'anéantir ceux qui ne sont pas nos semblables* – ce qu'on peut encore exprimer en disant que la politique n'a jamais de réalité *que comme l'imminence de la guerre civile, dont elle a dès lors comme réalité d'être à la fois la provocation et l'empêchement*.

¹ « Celui qui fait le plus mérite-t-il aussi le plus, ou bien au contraire faut-il exiger beaucoup de celui qui est capable de le faire ? Autrement dit, faut-il au nom de la justice (tous les autres points de vue comme celui de la 'stimulation' nécessaire étant écartés) donner au grand talent des chances également grandes ou, au contraire (comme l'exigeait Babeuf) essayer d'égaliser l'injustice de la répartition inégale des dons intellectuels en prenant de sévères précautions pour éviter que le talent, dont la simple possession constitue déjà en elle-même un sentiment enviable de prestige, ne puisse exploiter pour lui-même les chances supérieures qui lui sont offertes dans le monde ? » Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Quatrième essai, p. 19. (« Les classiques des sciences sociales », <http://classiques.uqac.ca>)

² *ibid.*

³ L'« éthique de responsabilité » est une « éthique de conviction » simplement différée d'un degré puisque c'est la *conviction*, sur laquelle on ne cède pas plus que les autres sur la leur, que les principes doivent céder devant la réalité.

De qui s'agit-il ?

Quant à ceux dont nous faisons de cette contradiction l'affaire, ils sollicitent nos suffrages au nom de notre bien.

Au nom de notre bien, ou au nom de leur ambition ?

Tout le monde connaît la réponse à cette question, et tout le monde s'accorde à faire semblant que ce ne soit pas le cas – *en quoi consiste que la politique soit la politique* et non pas autre chose dont il serait par ailleurs *antipolitique* qu'on cesse d'avoir et de cultiver l'imagination, à savoir le service de la vie.

La politique, c'est que tout le monde sache parfaitement qu'elle n'est pas le service de la vie, *bien au contraire puisqu'elle en est la décision*, mais qu'on s'accorde, chacun selon ses raisons, à feindre de l'ignorer.

La condition commune, en effet, est que tout le monde *fasse semblant de ne pas savoir* que ceux qui sollicitent la faveur de devenir nos serviteurs en promettant d'améliorer nos vies seront, dès le scrutin dépouillé, des chefs imposant *par la force* une obéissance *dont le principe est qu'elle aille jusqu'à la mort* . Car installés dans l'exécutif, et donc aussi de manière indirecte dans le législatif ou même l'institutionnel, ils *exigeront et imposeront* :

- *qu'on leur obéisse* (qu'ils fassent la loi qu'ils veulent et qu'ils l'appliquent à leur façon),
- *qu'ils fassent à leur gré autre chose, voire l'exact contraire, que ce qu'ils s'étaient engagés à faire pour obtenir nos suffrages,*
- *qu'ils prennent la part de nos biens dont ils décideront et surtout qu'ils destineront sans notre accord,*
- *qu'on se conforme à des décisions qu'ils prendront sans nous consulter, et qu'on se soumette à des conditions qu'ils imposeront sans nous le dire* (« clauses secrètes » des traités, comme par exemple le CETA avec le Canada en 2016, statut « confidentiel » d'informations d'intérêt sanitaire majeur, complaisance (sinon corruption plus ou moins directe notamment à travers le financement des campagnes électorales) envers toutes sortes d'intérêts privés aux dépens de l'intérêt national, etc.),
- *qu'on supporte de leur part les pires rebuffades politiques* (ne tenir aucun compte d'élections pourtant massives comme en juillet 2024, inverser le résultat très clair d'un référendum comme celui de mai 2005 grâce à un traité comme celui de Lisbonne ratifié en février 2008, ne garder des éventuelles « consultations citoyennes » que ce qu'on avait déjà décidé, imposer une réforme des retraites refusée par la quasi-totalité du corps social, etc.),
- *qu'ils organisent la vie commune de façon scandaleuse* (que la loi fiscale ne compense pas mais au contraire amplifie les inégalités, que les restrictions budgétaires nécessitées par les précédents moments d'une politique inégalitaire soient imposées aux vieux, aux chômeurs et aux malades et nullement aux « ultrariches »⁴, etc.),
- *qu'ils utilisent une violence dont ils soient seuls à juger de la mesure et de la légitimité* (cf. les mains arrachées, mâchoires fracturées, yeux crevés dans les manifestations de « gilets jaunes » et tout récemment de lycéens),
- *et surtout qu'ils nous envoient à la mort si c'est ce qu'impliquent les décisions qu'ils auront prises* non seulement en matière guerrière (mobilisation, militarisation du territoire avec l'ouverture aux exactions que cela implique pour les civils, etc.) ou de police (les opérations « homo » des services secrets sont officiellement à la discrétion des dirigeants), mais encore en matière sociale (privations d'aides ou d'allocations diverses indispensables à la survie, refus de financer un traitement coûteux qui nous sauverait, etc.).

⁴ Il s'agit du projet de budget 2027. Par ailleurs un constat établi par l'*Institut des Politiques publiques* de juin 2023, confirmé par un rapport de la *Cour des Comptes* de septembre 2026, permet de dire qu'un milliardaire en euros paie proportionnellement moins d'impôts qu'une infirmière ou qu'un pompier. (*le Nouvel Observateur*, 13 octobre 2026)

Les exemples donnés sont ceux de la France au moment où j'écris ces lignes (13 octobre 2026). A d'autres époques et sous d'autres latitudes, ils diffèrent ; mais ce qui ne diffère pas, c'est que la politique est *représentée* comme le service de la vie tel qu'il s'accomplirait dans des choix ayant à être les meilleurs possibles, mais qu'elle est *réelle* par et selon des décisions *dont la question n'est aucunement qu'elles soient bonnes pour ceux qu'elles affectent mais seulement qu'elles soient pertinentes pour ceux qui les prennent*, c'est-à-dire qu'elles soient *légal*es pour ce qui est de la forme (leur critère est le droit qu'on a ou qu'on n'a pas de les prendre) et *politiques* pour ce qui est du contenu. La responsabilité politique, en effet, est que tout ce qu'on fait soit *politique* : être une « belle âme » (par exemple avoir l'idée que les promesses doivent être tenues) représente le comble de l'irresponsabilité en ce domaine *puisque cela consiste à être indifférent à la politique*. Cela dit, il est plus facile de *représenter* qu'on fait le bien quand on le fait que quand on ne le fait pas, et c'est la raison pour laquelle il serait, pour nous autres, irresponsable de désespérer de la politique.

